



COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate

Enquête sur la crise de la listériose

« PAR SOUCI DE TRANSPARENCE, LE COMITÉ DE L'AGRICULTURE DOIT POURSUIVRE SES TRAVAUX »

– André Bellavance

Ottawa, vendredi 23 janvier 2009 – « Étant donné que le gouvernement conservateur ne donne pas tous les outils à M^{me} Sheila Weatherill pour réaliser une enquête exhaustive sur la crise de la listériose, par souci de transparence, le Comité permanent de l'Agriculture et Agroalimentaire doit poursuivre ses travaux entrepris au mois d'août dernier », a affirmé le porte-parole du Bloc Québécois en matière d'Agriculture et Agroalimentaire, **André Bellavance**.

Le député a rappelé que les membres du Comité permanent de l'Agriculture et Agroalimentaire s'étaient réunis d'urgence les 18 et 19 août 2008 pour une étude sur un document de révision stratégique de l'Agence canadienne d'inspection des aliments. « À ce moment, nous avons appris que le gouvernement avait un plan secret afin de couper 5 % des budgets d'exploitation de l'Agence canadienne d'inspection des aliments; de déléguer des responsabilités d'inspection à l'industrie; de couper l'aide aux producteurs pour la vérification des cas de vache folle. Sans le sens de la responsabilité d'un employé de l'agence, M. Luc Pomerleau, qui a été injustement congédié, ce projet ridicule d'économie de bouts de chandelles au détriment des citoyens et de leur santé aurait été gardé secret. Ceci démontre toute l'importance pour le comité de mettre de l'avant le plus rapidement ses travaux », a ajouté **André Bellavance**.

« Il va sans dire que la nomination tardive de M^{me} Sheila Weatherill, dont l'enquête se fera sous embargo médiatique et dont le rapport ne sera rendu public qu'une fois que le gouvernement aura donné son consentement, fait en sorte que le comité doit tenir des séances publiques sur cette affaire aussitôt qu'il pourra se réunir. Si le gouvernement conservateur refuse de prendre ses responsabilités, il en va du comité de les assumer », a fait valoir **André Bellavance**.

Le porte-parole du Bloc Québécois en matière d'Agriculture et Agroalimentaire a rappelé que le premier ministre Harper avait promis en septembre 2008 de nommer un enquêteur concernant cette crise qui a fait une vingtaine de victimes l'automne dernier. Le rapport d'enquête était prévu pour le 15 mars 2009. La stupéfiante nonchalance de ce gouvernement fait maintenant en sorte qu'un rapport sera déposé au milieu du mois de juillet, presque un an après cette tragédie. « Le gouvernement doit cesser de défendre ses positions idéologiques et travailler, pour notre santé à tous, en vue de régler la question de salubrité des aliments. La culture du secret généralisée de ce gouvernement doit cesser, particulièrement lorsque la santé de la population est en jeu », a conclu **André Bellavance**.

– 30 –

Renseignements :

Karyne Duplessis Piché, attachée de presse
Aile parlementaire du Bloc Québécois
Tél. : 613 947-2495
Cell. : 613 296-1041
www.blocquebecois.org